

VENDREDI 16 JUILLET 2010
TRIBUNE DE GENÈVE

L'INVITÉ

Pourquoi ne pas réfléchir à une école publique libre?

Quue ce soit en Suisse ou à l'étranger, la question suivante est soulevée de plus en plus fréquemment: dans quelle mesure nos écoles répondent-elles aux besoins de notre temps? Préparent-elles notre jeunesse à ce qui l'attend demain?

Les écoles de l'Etat sont censées répondre à trois critères: l'école obligatoire, gratuite et ouverte à tous les élèves (art. 27 de la Constitution). On les appelle écoles publiques. Mais ce terme veut-il nécessairement dire que l'école doit être liée à l'Etat? N'a-t-on pas introduit une discrimination en ne reconnaissant comme publiques que les écoles qui sont administrées par lui?

Pretons une école qui, gérée par des citoyens, ne poursuivrait pas de but lucratif, qui serait gratuite et dont la vocation serait d'éduquer tous les enfants en respectant les convictions pédagogiques, religieuses, philosophiques ou politiques de leurs parents. Cette école n'accomplirait-elle pas un service public? En réalité, la plupart des écoles dites privées le font. Leur vocation est d'abord et avant tout l'éducation de l'enfant. Elles n'ont pas d'autre but. Elles font un travail dont la qualité est reconnue.

Nous touchons là le point central d'une initiative qui pourrait: 1) supprimer la discrimination législative entre écoles d'Etat et les autres; 2) faire inscrire dans la loi les critères de base de ce qui caractérise un service public dans l'éducation; 3) définir un statut d'établissement scolaire qui réponde à ces critères et que l'on appellera



CHRISTIAN DEGIORGI

CITOYEN GENEVOIS ET PARENT
D'ÉLÈVES

l'école publique libre; 4) inscrire dans la loi le financement par la collectivité des écoles publiques libres, qu'elles soient administrées par l'Etat ou par de simples citoyens.

La société a tout à gagner à une pluralité pédagogique, meilleure garantie de la qualité de l'éducation. Souvent, on assimile l'école privée à une école de privilèges. Si c'est le cas, alors il faut étendre ce privilège à tous les enfants, ce qui ne peut être que profitable à la société dans son ensemble. Car une bonne éducation est un facteur

primordial de développement harmonieux de l'individu et de l'économie (social) d'un pays. En se défaisant d'un domaine qui au fond n'est pas de son ressort, l'Etat pourrait assumer son véritable devoir: permettre à chaque parent véritablement engagé dans l'éducation de ses enfants de faire le choix de l'école en dehors des contingences financières.

L'Etat a pour tâche de faire des lois valables pour tous. En s'occupant du contenu de l'éducation, il place l'enseignement dans une position souvent très inconfortable, pour ne pas dire plus. Il crée également un milieu stérilisant et uniforme dans le domaine de la culture. Mais il est le seul qui puisse préserver l'égalité des droits. La civilisation ne peut s'épanouir sans l'exercice de la liberté de pensée et de la liberté d'entreprendre dans la vie économique. L'Etat doit préserver cette liberté de toute forme de totalitarisme. Mais il lui est finalement impossible de préserver cette liberté s'il est lui-même responsable de l'éducation. On ne peut à la fois défendre les libertés et imposer ses directives.

La résolution de ce problème ne peut venir que d'une séparation des rôles et des responsabilités. Que l'Etat doive assurer un contrôle minimal du respect des enfants face à d'éventuels extrémistes dangereux ne doit pas empêcher que l'ensemble d'une société puisse développer le respect et la richesse des diversités culturelles.

Dans le cadre du travail de la Constituante genevoise, ce projet innovant devrait faire débat...

«En se défaisant d'un domaine qui au fond n'est pas de son ressort, l'Etat pourrait assumer son véritable devoir»

Il faut retrouver la juste équation

L'invité

Christian Degiorgi
Association UNESU *



Voilà! Un tsunami économique s'abat sur Genève. Enfin? Triste époque où quelques cadres peuvent décapiter tout un secteur économique sans états d'âme. On peut s'offusquer d'un tel procédé ou intervenir dans les médias afin de le dénoncer: la réalité reste et restera ce qu'elle est tant que nous ne changerons pas de paradigme démocratique et de structures économiques.

Notre économie est malade de ses excès. C'est l'indigestion. Cet asservissement aux mécanismes de ce capitalisme antédiluvien n'est pas une fatalité. C'est le choix de quelques-uns. Il cessera lorsque nous développerons une citoyenneté responsable et active, capable d'intervenir dans la sphère de cette économie fratricide. Nous avons oublié qu'une saine économie se doit d'être fraternelle.

Comme pour la démocratie, nous disposons de tous les outils pour entrer dans une économie à valeurs humaines. Dès l'instant où nous cessons de voir le travail, la monnaie, le capital et l'immobilier comme une valeur marchande, nous nous affranchissons des effets pervers de tout ce qui est devenu virtuel en économie. L'effet des subprimes aux Etats-Unis est la preuve de ce dysfonctionnement. Il est parti de l'immobilier et s'est propagé, provoquant une recapitalisation des banques, puis une rareté de la monnaie et, enfin, la fermeture des entreprises, s'accompagnant d'un chômage massif. Afin qu'un tel enchaînement ne se produise plus, nous devons nous approprier des outils et des mesures concrètes permettant

une relation nouvelle de l'être humain avec l'économie.

Il n'y a pas de crise économique. Le monde n'a jamais créé autant de richesses dans toute son histoire. La tumeur sociétale actuelle est le résultat d'une illusion humaine. L'homme met tout sens dessus dessous. C'est l'impasse. Les causes de tous nos ennuis se trouvent dans la même erreur

«Une saine économie se doit d'être fraternelle»

fondamentale: nous entretenons certaines idées qui se cristallisent et nous enferment indéfiniment dans des coquilles sécurisantes. Nos yeux ne sont plus capables de voir les solutions du réel. Pourtant, elles sont inscrites en nous. Il s'agit ni plus ni moins que de mettre l'église au milieu du village, un milieu qui a perdu son sens, de retrouver la juste équation entre économie, politique et culture; une politique internationale inscrite sur les notions de justice et d'égalité véritables; une vie culturelle animée par la foi et une véritable morale. Les structures sont là. La science et la technique nous offrent des possibilités inouïes. L'intelligence humaine est bien développée. Ce qui ne l'est pas, ce sont les enseignements à tirer des expériences, parce qu'elles ne mûrissent pas en nous. Nous devons mettre de l'amour, de la sagesse et beaucoup de vérité dans la vie des hommes. C'est ainsi, seulement, que nous parvenons à passer les caps difficiles de l'évolution humaine. Sinon...

* Union des nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits de l'homme. Voir le site www.democratieevolutive.fr

Le socialisme en rupture de racines

L'invité

Christian Degiorgi
Fondateur UNESU *



La gauche est libertine. Elle n'a pas suivi Jaurès et Leroux, qui voulaient une spiritualité laïque, humaniste et chrétienne. La gauche n'est pas une force de progrès. Elle est attachée encore au marxisme, croyant être plus proche de l'homme. Plus grave, elle fait le lit des extrêmes en reniant ses valeurs intrinsèques. Le socialisme vit en périphérie. Il a perdu son centre, ses racines. A trop vouloir être de l'avenir, il oublie la réalité du présent.

A force de nier l'essence divine de l'homme, le socialisme finira par nous renvoyer au règne minéral. La gauche renie les valeurs qui l'on construite. Elle ferme les yeux sur l'insoutenable légèreté des hommes, sur l'inacceptable diktat de la finance et des banques internationales. Acquis à des dogmes comme la croissance sans limites, au capitalisme sauvage, au bétonnage massif, au nucléaire, entre autres excès, le socialisme se rend complice de l'actuel racket organisé. Il s'enlise dans la matière.

Qu'est devenu le socialisme originel? Une coquille vide de sens. Il crie tolérance et universalisme. Il exacerbe les inégalités et la pauvreté. Le socialisme doit être un rempart à l'ambition, à la démesure, à la folie des hommes. Malheureusement, la citadelle a été investie par le cheval de Troie libéral. Le socialisme régresse. Il perd pied. Le discours n'est qu'un verbiage insipide, généré par des cerveaux acquis à la pensée unique. La raison nous disent-ils. Quelle raison? La politique du réel? De quelle réalité parle-t-on? De celle qui anime les

ambitieux de tous bords, qui veulent la place du Calife; une normalité qui fait le lit de tous les travers de la personnalité humaine? Comment s'attaquer aux véritables racines du mal?

Là est la véritable question. Les Pères du socialisme nous ont donné les vraies réponses. Ce n'est pas le vent du jeunisme qui souffle aujourd'hui qui apportera une amélioration, au contraire. Il faut inculquer aux nouvelles générations l'esprit

«Le socialisme doit être un rempart à l'ambition, à la démesure, à la folie des hommes...»

qui existait dans le passé. On ne peut pas semer, ni récolter quoi que ce soit tant que nous en restons aux éruptions volcaniques. Il faut attendre, symboliquement, que la terre vieillisse. Les Pères du socialisme étaient des Sages, des philosophes. Si nous pouvons regarder devant, c'est parce que certains ont balisé le terrain avant nous. Ils ont tracé la voie. Il manque aux socialistes, aux Hommes de gauches, les valeurs essentielles, réelles, contenues dans les grandes philosophies de l'Histoire. Cela commence par une véritable et saine éducation, à la maison, à l'école, au collège, à l'Université. Le jour où les socialistes comprendront cela, nous entrerons dans la réintégration des âmes humaines au socialisme originel, et chrétien. Une nouvelle Terre en devenir... C'est maintenant.

* Union des Nations, pour l'Enseignement, la Science Universelle et les droits de l'homme

Supprimer l'esprit de compétition

L'invité

Christian Degiorgi
Membre du conseil
de gestion
de UNESU *



Entre le XVe et le XVIe siècle se produit une véritable scolarisation liée à la Réforme religieuse de l'Europe. Elle est suivie par l'apparition des Etats nations et l'industrialisation du travail, puis par des changements politiques et économiques importants. L'école se soumet à l'orientation socio-économique étatique de la concurrence et de la compétition.

Jaurès voulait d'une société sans dieux, sans rois et sans patrons, afin qu'elle puisse exercer elle-même son organisation et l'éducation de ses enfants. Sa devise: «Faire de tout homme un praticien et un philosophe en développant l'intelligence de soi-même.» Il désirait donner aux apprenants le sens du perpétuel mouvement humain. Il disait: «Si on ne rattache pas le problème éducatif aux problèmes sociaux, nos efforts allant dans ce sens ne sont que des rêves stériles.»

Les structures éducatives sont-elles véritablement des lieux de vie sociale et culturelle, ouvertes sur le monde des hommes, des lieux d'auto-éducation gérés par de véritables pédagogues?

L'école est-elle démocratique? Ne cautionne-t-elle pas une école juste au sein d'une société injuste? Est-elle véritablement garante de l'égalité des chances? Pour résumer: l'école peut-elle changer la société des hommes? Elle le peut si nous lions les pédagogies à la question morale et sociale, si nous supprimons les notions de compétition et de mérites institutionnalisés. Albert Jaccard militait pour une société au service de l'école et non l'inverse. Et si nous

développons une perspective de civilisation au travers d'une éducation qui favorise des formes d'existences qui rompent avec les formes traditionnelles adoptées par les hommes, qui nous feraient voir de nouveaux horizons?

«Changer l'école, voilà un engagement lucide et citoyen»

Changer l'école, voilà un engagement lucide et citoyen. Cela peut se produire en assurant pleinement et librement son propre apprentissage. Une école juste, contemporaine, passe par une éducation saine et libre, à l'écoute des symptômes de la vie sociale. L'éducation doit amener la personne à sa véritable individualité, à sa pleine responsabilité, pour le bien de tous. Il nous faut redéfinir une véritable culture du nous, démocratiser et libéraliser l'organisation de l'école, redéfinir une pédagogie à l'image de la constitution humaine tripartite (esprit, âme et corps). Le pédagogue est l'acteur principal du processus éducatif. Il est producteur d'un savoir-être, d'un savoir-faire au service du monde.

L'auto-organisation d'écoles publiques libres, une véritable liberté pédagogique est nécessaire à la marche ascensionnelle de l'homme dans le sens du bien, du beau et du juste. A défaut de s'approprier la vérité, cheminons vers elle...

* Union des nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits de l'homme, avec statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)

Sortons des schémas économiques d'antan

L'invité

Christian Degiorgi
Directeur
administratif UNESU*



La zone euro est secouée par l'autodétermination de quelques-uns. La crise des repères et des valeurs fait souffler un vent nouveau dans la société civile et les discours politiques. Le cas de la Grèce est symptomatique.

À qui appartiennent les profits en économie? Qui autorise les bénéfices? À qui appartient le capital? A-t-il une durée illimitée? Appartient-il indéfiniment à celui qui le produit? Doit-il se fondre dans cette économie et servir à la création de structures économiques sobres et participatives, au partage du travail et des bénéfices? Et si le capital était de l'argent de prêt?

La Communauté européenne est-elle capable de prendre en compte un pays aspirant à une nouvelle forme d'économie? C'est un véritable défi qui est lancé à l'Europe et au monde, une opportunité qui pourrait nous ouvrir des champs nouveaux. La question est de savoir si nous voulons réellement sortir de notre économie virtuelle, de la dépendance de la sphère financière actuelle. Si la réponse est oui, alors prenons des mesures pour créer un nouveau type de système bancaire.

Une nouvelle forme d'économie est possible, en osant une monnaie universelle. Une banque devrait être une chambre d'enregistrement comptable d'argent qui entre et qui sort. La monnaie est une unité de compte. L'argent est un droit à consommer. L'économie de haut niveau, c'est la création de nouvelles banques, administrées et gérées par la société civile et un véritable service public. Jugulons la fuite

des capitaux. Débarrassons-nous des capitaux des affaires spéculatives qui proviennent du passé, des intérêts qui plombent d'un tiers le prix d'achat des marchandises. Bloquons les loyers, car les loyers sont des investissements du passé qui pervertissent l'économie du réel. L'argent n'est pas une marchandise. La valeur d'un prêt, c'est le travail qu'il génère, avec ses bénéfices et son capital partagé. Orientons les profits des entreprises vers l'économie du réel. Sécurisons les dépôts des épargnants, un argent bien réel. Osons l'argent du futur, une économie à trois monnaies:

«Orientons
les profits
des entreprises
vers l'économie
du réel»

de consommation, de prêt et de don. Sortons des schémas économiques du passé, en créant des Instituts de financement semi-public à proximité des projets, des prêts à taux zéro, et cessons de faire payer les dettes du passé à ceux d'aujourd'hui.

La création de fonds de monnaies de contribution, gérés par des groupements émanant de la société civile favorisera l'économie non marchande des associations, groupements et ONG, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture. On ne peut faire du neuf qu'avec du neuf. La société civile est une réalité. Elle existe. La question est de savoir si, en tant qu'entité, elle est capable de relever les défis économiques qui nous attendent, de façon entreprenante, responsable et innovante...

* Union des nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits de l'homme

Se rapprocher de la paix n'est pas une lutte

L'invité

Christian Degiorgi
UNESU *

Les forces ne grandissent-elles qu'en luttant contre les résistances? Une guerre énergique fait-elle progresser les forces dans la nature? Porte-t-elle l'évolution? Nous aspirons à la paix. Mais dans les faits c'est une autre affaire: «si vis pacem para bellum». Idéal bafoué, espoir saccagé, nos points de vue, nos conférences, nos accords sont impuissants à l'installer. Alors quid de la paix?

La science des hommes parle de la «lutte pour la vie», nous engageant ainsi à la guerre de tous contre tous. Cette thèse est une véritable imposture, un plaidoyer pour la disparition du vivant.

La «lutte pour la vie» engage un quotidien de concurrence, de compétition, où les pulsions et les passions participent à la guerre de tous contre tous, au sein d'une société dite civilisée: la loi du plus rusé, du plus malfaisant, du «plus fort» étant la règle. Ce qui participerait à créer du lien, à nous unir - le monde du travail, de l'économie, du religieux - nous met en concurrence, nous sépare, parce que nous ne cherchons pas à adopter, à intégrer une philosophie héliocentrique.

Dans la nature, les espèces vivent en parfaite harmonie. Le principe d'entraide et de solidarité participe à la qualité et à la longévité du groupe. La lutte entre les espèces végétales et animales est un mythe savamment propagé et entretenu. La nature est instruite, ordonnée avec intelligence. La cohabitation des espèces est un juste équilibre, pour un progrès partagé et l'évolution de tous. L'animal inspire de l'oxygène et rejette de

l'azote, la plante inspire de l'azote et rejette de l'oxygène.

Le genre humain s'est formé à partir de groupes d'âmes, de communautés de plus en plus autonomes, conscients d'eux-mêmes, puis de soi-même. L'âme du groupe qui vit dans une espèce animale en tant qu'âme unique vit en paix avec elle-même. Ce qui fait que certaines espèces «s'entre-dévorent» encore est le résultat d'une manipulation, la perturbation d'un ordre établi, voire d'une évolution contrariée. La paix se gagne par la puissance de la pensée, de la volonté, par un processus de purification individuelle, en se dégageant du sentiment de sympathie et d'antipathie. En parlant, en écrivant, en militant

«La science des hommes parle de la «lutte pour la vie»

pour la paix, nous continuons à alimenter la guerre en nous et autour de nous, car nous sommes sans arrêt en train de lutter contre une chose ou une autre. En cessant de lutter, nous entrons dans la vie vraie. La paix est la conséquence d'un savoir profond sur la nature, ainsi que des éléments dont l'homme se nourrit sur tous les plans. C'est d'abord dans toutes les cellules de notre corps physique et psychique, vivant d'après la loi de l'harmonie, que la paix peut survenir. Mûrir en humanité, c'est avoir conscience, chaque instant qui passe, de ses pensées, de ses sentiments et de ses actes. Ainsi, nous participons ensemble au véritable travail de pacification planétaire. «Que la paix soit avec nous!»

* Directeur administratif de l'Union des Nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits de l'homme (UNESU)